

### Remarque générales:

Toute loi doit être vérifiée par rapport au texte de la constitution!

Les lois spécifient les méthodes d'application et les exceptions par rapport au texte de la Constitution.

Ce texte constitue la référence pour les lois et non le contraire! Il faut donc éviter pour autant que possible le renvoi à des lois. Ceci laisse la porte ouverte à la modification de la Constitution par simple modification de la loi référée.

L'interprétation du texte doit être minimisée. Chaque terme utilisé doit être clair et au besoin précisé!

Le texte français mérite une revue par rapport au bon usage. Ainsi p. ex. l'expression "Aucun(e) ... ne .... que" n'existe pas en bon français. Ce serait bien de la remplacer par une des expressions suivantes: "Aucun(e) ... ne .... sauf" ou "Aucun(e) ... ne .... excepté" ou "Aucun(e) ... ne .... en dehors de"

### Propositions concernant certains articles:

Art. 4.(1) est à formuler de la façon suivante:

La langue nationale est le luxembourgeois. Les langues allemande et française sont utilisées comme langues administratives. Tous les textes de lois y compris la constitution doivent être disponibles dans les trois langues, à savoir le luxembourgeois, l'allemand et le français.

Art. 4 (2) à compléter: le drapeau est représenté soit avec trois bandes de couleur, rouge, blanc et bleu, soit avec le lion rouge sur fonds de rayures bleu-blanc.

Art. 4 (5) L'Etat doit veiller au soutien et à la sauvegarde de la langue nationale (le luxembourgeois). L'apprentissage de la langue nationale doit être garantie à tous les résidents du Grand-Duché.

Art. 4 (6) Les trois langues du pays, à savoir le luxembourgeois, l'allemand et le français, doivent faire partie obligatoirement du programme des écoles primaires et secondaires qui sont sous la responsabilité de l'Etat ou subventionnées par l'Etat

Art. 9: Ici il faut clairement définir les conditions d'acquisition, de conservation et de perte de la qualité de Luxembourgeois et ne pas renvoyer à une loi, qui risque de les changer trop facilement et suivant l'humeur des politiciens au pouvoir

Art. 10: si on se réfère à la Constitution (conditions déterminées par la Constitution), il faut clairement indiquer les articles référencés! Les droits politiques sont à énumérer et à expliquer.

Art. 16.(1)

Eviter les textes juridiques, incompréhensibles au commun des mortels, tels que:

*La loi peut prévoir une différence de traitement qui procède d'une disparité objective et qui est rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à son but.*

Art. 41: à compléter

L'Etat doit veiller à la juste répartition des richesses et soutenir les citoyens qui vivent en dessous du seuil de pauvreté fixé par la loi.

Art. 42: à compléter

Art. 42 (1) L'Etat doit notamment veiller à la protection de l'eau potable et à la production d'aliments sains en promouvant l'agriculture extensive et biologique.

Art. 42 (2) L'Etat doit veiller au développement des énergies propres et renouvelables pour garantir la santé et le bien-être des générations futures

Art. 42 (3) L'Etat doit veiller à ce que l'élevage des animaux respecte le bien-être de ces derniers. En conséquence, l'élevage intensif sans liberté de mouvement et d'accès à l'air libre est interdit. Le transport sur longues distances et sous stress ainsi que l'abattage des animaux sans anesthésie adéquate est interdit.

Art. 42 (4) L'Etat doit garantir l'environnement et l'espace naturel nécessaires à la vie et la reproduction des espèces sauvages.

Art. 76 à compléter concernant le référendum:

Il ne peut exister de référendum purement consultatif. Ceci fait l'objet de l'enquête (Art. 77). Le gouvernement doit tenir compte obligatoirement des résultats d'un référendum.

Art 87(6) Au cours de son mandat, un membre du gouvernement ne peut pas occuper de fonction dans le secteur privé pouvant engendrer un conflit d'intérêt.

Art 87 (7) Au cours de son mandat, un membre du gouvernement ne peut pas cumuler d'autres mandats dans le service public (p. ex. maire ou échevin dans une commune).

Art. 110: Selon l'Art. 110 (3) les dénommés "luxleaks" (tax rulings et autres avantages accordés à certaines sociétés) sont contraires à la Constitution!

Art. 114. Malgré le principe de séparation, l'Etat doit soutenir les communautés religieuses reconnues proportionnellement à leur importance, car celles-ci font partie de la vie publique de la même façon que le sport et la culture en générale.